



Fédération Suisse des Retraités
Schweizerische Rentnervereinigung
Federazione svizzera dei pensionati

Berne, 5.12.2017

Communiqué de presse

Le service public audiovisuel est précieux pour les aînés – NON à l'initiative « NO Billag »

La Fédération Suisse des Retraités (FSR), qui regroupe près de 32'000 membres dans toutes les régions du pays, dit Non à l'initiative « No Billag ». Réuni le 5 décembre à Berne, son Comité central a pris sa décision à l'unanimité.

Cette initiative est particulièrement pernicieuse, car sous le couvert d'une pseudo-économie bienvenue pour le consommateur, elle ne signifie rien de moins que la fin du service public audiovisuel. La SSR et une vingtaine d'autres chaînes locales et régionales bénéficiant de la redevance ne pourraient survivre qu'à travers la publicité dont le marché est déjà largement saturé. Pourtant, la SSR et ses programmes d'information et culturels de qualité, financés essentiellement par la redevance, contribuent fortement au respect et à la connaissance des identités linguistiques et régionales. Pour le maintien de cette offre effectuée par la SSR et les chaînes de télévisions et de radios régionales et locales, la redevance est indispensable, car elle assure les trois quarts du financement de la SSR et jusqu'à deux tiers de celui des radios locales et télévisions régionales.

En outre, l'acceptation de cette initiative signifierait aussi une hécatombe pour l'emploi. On estime à plusieurs milliers, le nombre d'emplois qui seraient supprimés à très brève échéance, tant à la SSR que dans les régions périphériques, puisque l'initiative entrerait en vigueur en 2019 déjà, en cas d'acceptation.

La FSR, qui défend les intérêts des personnes âgées, est particulièrement attentive au service public audiovisuel. La plupart de ses membres sont de gros utilisateurs de la SSR et des chaînes de télévision et de radios régionales et locales. Ils ne suivent pas ou beaucoup moins les bouleversements rapides du paysage audiovisuel et les nouvelles manières de consommer les médias. Ils s'en tiennent au service public audiovisuel traditionnel et lui font confiance. Accepter l'initiative, signifierait pour eux un affaiblissement mortel de leurs médias audiovisuels favorisés et remettrait en cause le rôle clé qu'ils jouent pour la démocratie et le vivre ensemble helvétique.

Pour tout renseignement complémentaire :

Michel Pillonel, président central, tél. 026 663 21 42 / 079 414 86 10